

# L'ÉTAT ASPHYXIE

## LES COMMUNES

# ENSEMBLE POUR SAUVER

## NOS SERVICES PUBLICS

### SIGNONS la pétition

### AGISSONS avec nos élus



FINANCES  
LOCALES

## Malakoff dans l'action

Lorsque la situation est grave, les Malakoffiots répondent présents. Attachés à l'existence de leurs services publics de proximité, ils se mobilisent pour donner au message toute la force nécessaire. Lors de réunions publiques, de rencontres sur le marché et au coin de la rue, ils se renseignent, débattent avec les élus de la situation intolérable faite aux collectivités. Pourquoi cet étranglement des finances locales ? Le fin mot de cette histoire commence à se faire jour : ne s'agit-il pas du coup de semonce qui laisse présager la liquidation des communes. Des communes privées de moyens, réduites au simple rôle de relais de l'Etat, avec des services publics transférés au secteur marchand... Un scénario dont certains font plus que rêver, alors que s'annonce la réforme des collectivités territoriales. En conclusion, ce ne sont pas les raisons qui manquent pour agir et réagir. La pétition-papier a encore ses adeptes mais près de 200 Malakoffiots ont apporté leur contribution via internet. En tout, la pétition a recueilli près d'un millier de signatures. Un excellent début pour cette campagne qui va se poursuivre et s'intensifier jusqu'au 29 novembre.



OPI  
NIONS

## ESPACE OUVERT À

Majorité municipale, élus communistes, antilibéraux et citoyens

### Les droits de l'enfant, 20 ans après

Le 20 novembre 2009 seront célébrés les 20 ans du premier texte international reconnaissant des droits aux enfants. Le droit à la santé, à l'alimentation, à l'éducation, à la sécurité, à la liberté d'expression... sont reconnus et déclinés dans les 54 articles qui composent cette convention internationale. Seules les Etats Unis et la Somalie ne sont pas signataires ! Mais où en sommes-nous 20 ans après dans notre pays ?

Si la France est assez bien située en terme de progrès dans la vie des enfants, il n'en demeure pas moins que 2 millions d'enfants vivent encore aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté et cela ne va pas s'arranger avec la crise actuelle. On connaît les conséquences désastreuses de la misère sur l'accès à la santé, au logement convenable et sur la scolarité... cette situation est insupportable pour un pays qui se veut moderne.

La France recule sur la question de la justice des mineurs, en réduisant l'éducatif au profit du répressif en voulant rapprocher la justice des mineurs de celles de majeurs.

Elle recule en stigmatisant sans cesse les jeunes, les pauvres et les minorités. La politique de N.Sarkozy est très néfaste pour le droit des enfants, et il décide, à la veille de cet anniversaire, sans aucune concertation préalable de supprimer le poste de "Défenseur des enfants". Il continue sa politique inique d'expulsion d'étrangers, plongeant ainsi des milliers de jeunes mineurs dans l'isolement, la précarité et balayant les droits à la citoyenneté, à la scolarisation et à l'identité, inscrits dans la convention internationale.

A Malakoff, ville reconnue "amie des enfants" par l'Unicef, les enfants ont toujours été considérés comme prioritaires. La municipalité estime qu'un enfant a, avant tout des droits avant d'avoir des devoirs, et elle met tout en œuvre, même en période de crise, pour maintenir un service public de qualité en leur direction.

A travers nos crèches, nos centres sociaux, nos écoles, nos centres de loisirs et de vacances, nos structures et actions en directions des mineurs, nous essayons au maximum, d'apporter de l'éducatif de qualité, mais aussi du loisir, de la culture et du sport que nous considérons indispensable au bon développement et à l'équilibre des enfants.

Malakoff œuvrait déjà avant 1989 au bien être des enfants, elle continuera après 2009 et les élus de la majorité continueront de dénoncer et de combattre ce gouvernement qui se désengage de plus en plus de ses fonctions régaliennes en transférant sans contre partie financière de plus en plus de charges sur les collectivités locales.

> Jacqueline Belhomme  
Maire adjointe à l'Enfance  
et à la Jeunesse



Conformément à la loi de 1881 le maire en sa

# L'EXPRESSION DES ÉLUS DU CONSEIL MUNICIPAL

Les textes publiés engagent la seule responsabilité de leurs auteurs

Majorité municipale, élus socialistes

## Sarkozy avait promis de pendre les collectivités à un croc de boucher. Promesse tenue.

« Notre département fait encore la une de la presse internationale sur l'affaire Jean Sarkozy, 23 ans et une première année de droit en poche, qui a failli être propulsé à la tête du Conseil d'Administration (sous prétexte de légitimité démocratique) de l'EPAD, chargé de gérer la Défense. Les conditions d'accès à un premier emploi pour les jeunes ne s'en seraient pas portés mieux... Le scandale était là, et il est légitime, face à des courtisans qui s'offusquent de ce crime de lèse-majesté. Pouvoir, argent, filiation... il s'agissait bien d'une marque monarchique. Cela dit, nous étions habitués dans les Hauts-de-Seine.

Pour autant, la gravité de cette affaire ne se situe pas seulement sur le terrain personnel. Tout laisse à penser que l'UMP veut, en gardant le contrôle de l'EPAD, conserver celui d'un outil qui échappe en totalité aux élus locaux, alors que des millions de mètres carrés sont concernés.

C'est vrai, on peut légitimement penser qu'il y a plus grave et plus choquant en ce moment. Pourtant, cela résume bien la volonté de l'UMP de recentraliser notre pays et de concentrer tous les pouvoirs. Réforme des collectivités, suppression de la taxe professionnelle... Nous assistons à un retour en arrière. Un centralisme technocratique et anti-démocratique, à l'ancienne. Bonne manière d'affaiblir les services publics locaux, derniers patrimoines de ceux qui n'en ont pas.

Recentraliser pour mieux contrôler, restreindre les marges de manoeuvre des collectivités (majoritairement de gauche) pour mieux les asphyxier, pousser à une augmentation des impôts locaux : voilà la feuille de route de Sarkozy. Passer au-dessus des élus de terrain, les bafouer et jouer sur l'anti-élus : voilà sa méthode.

Une grande partie des élus locaux de gauche se mobilise, sur le terrain et au niveau national pour défendre les services publics. La majorité municipale de Malakoff a décidé de prendre toute sa part à cette mobilisation, en proposant des débats publics sur les finances locales et une pétition.

Parce que nous croyons tous en l'importance des collectivités, mobilisons-nous !

> **Thibault Delahaye**  
Conseiller municipal  
Administrateur de l'OPH Malakoff  
tdelahaye@ville-malakoff.fr  
01 47 46 75 11  
www.psmalakoff.net



Opposition municipale, Nouveau Centre, UMP, Gauche Moderne et divers droite

## Malakoff desinfos ?

« Le journal Municipal de chaque commune doit apparaître comme un support d'informations pour tous, sans esprit partisan. Cela relève d'une règle admise par toutes les villes. Le dernier journal municipal, marque un tournant. En effet, joindre une pétition de 4 pages pour expliquer que rien n'était prévisible et que la Mairie n'était en rien responsable de toutes ces augmentations, n'est ce pas tromper les gens en reportant toujours la responsabilité sur d'autres ? <C'est un dû>, combien de fois cette phrase est-elle utilisée dans notre ville ? Trop souvent pour être vraie. Comme si l'assistance financière de l'état, des régions, du département et de différents organismes (qui financent jusqu'à 70% certains travaux) étaient obligatoires, sans aucune contrainte du monde dans lequel nous vivons, ceci n'est-il pas irréaliste ?.

La volonté de notre Maire de se plaindre de ne pas percevoir toujours plus de subventions est récurrente, pourtant, la réforme des collectivités est engagée depuis 30 ans, ce n'est donc pas une découverte, pour aucun élu. Jusqu'alors, certains Maires apparaissaient comme étant proches de leurs concitoyens, en aidant, en assistant et en créant toujours plus de services. Mais cette course aux dépenses, dans l'optique de (séduire ?) l'électorat, sans augmenter les recettes, ne pouvait pas durer éternellement ! Ce n'est que bon sens.

Des augmentations futures sont hélas à craindre dans notre cité. A la lecture des chiffres, donnés par la mairie, il est évident que les charges fixes augmentent depuis des années. Ces choix appartiennent donc à la majorité PC/PS de Malakoff.

La Mairie clamait la bonne santé financière de notre ville avant les élections, aujourd'hui c'est sauve qui peut. Certains indices de comparaisons doivent nous faire réfléchir, devoir 300 € lorsque l'on perçoit le RSA n'est pas la même chose que de devoir 1000 € lorsque que l'on gagne 6000 €, chacun l'aura compris. Ceci est vrai pour notre ville compte tenu de son budget!

Nous demandons à Mme le Maire un légitime droit de réponse de 4 pages dans le prochain numéro de ce journal afin de rectifier les contrevérités évidentes.

D'autre part, la nouvelle taxe sur les enseignes des commerces décidée par la Mairie s'appliquerait elle à un laboratoire? Telle est la question car un biologiste vient de recevoir un montant à régler de 126,03 € alors qu'il n'est pas assimilé à un commerce. La mairie a-t-elle besoin à ce point d'argent ?

> **Thierry Guilmar**  
Conseiller Municipal UMP-  
Nouveau Centre-Gauche Moderne  
Permanence 109 rue Guy Moquet  
tous les jeudis 17h30-20h  
Email : malakoffavenir@hotmail.fr



Opposition municipale, liste du MODEM

## Finances locales : l'effet de halo

« Accuser l'Etat d'asphyxier les finances locales, comme le fait la municipalité, est une façon habile de reporter la responsabilité sur autrui.

S'il est possible de discuter des effets de décisions futures de l'Etat, comme la suppression de la taxe professionnelle, l'argument ainsi avancé par la municipalité - à grand renfort de publicité, sans espace laissé à l'opposition d'ailleurs - masque une réalité plus complexe et révèle un manque de transparence sur la stratégie financière de la ville.

L'emploi à dessein l'expression d'effet de halo, pour désigner le fait que de nombreux habitants se laissent abuser par un raisonnement apparemment évident.

Pourtant, dans aucune présentation la municipalité n'est en mesure de donner le montant précis des effets de la baisse des dotations et des transferts de l'Etat sur les finances communales. L'argument attribuant la responsabilité à l'Etat n'est donc pas vérifiable. Dès lors, est-il vérifié ? Un audit aurait le mérite de rendre incontestable le diagnostic. Mais, il y a peu de chance que la commune accepte d'en réaliser un.

L'absence de maîtrise des dépenses de fonctionnement de la ville à moyen terme est tout aussi préoccupante. Comme je l'indiquais dans une précédente tribune, le problème principal tient au fait que la commune transfère des compétences à la communauté d'agglomération Sud de Seine, l'emploi et l'insertion dernièrement, sans pour autant réduire son budget. Pire, elle tend à financer ses dépenses de fonctionnement, principalement les charges de personnel, par des cessions immobilières.

Enfin, pour tenir ses engagements électoraux dans un contexte de crise, la commune va devoir fortement augmenter les impôts et recourir à l'endettement (les intérêts de la dette augmenteront de 22 % en 2009). Par exemple, le sacro-saint principe des 40 % de logements sociaux va conduire à de nouvelles dépenses à effet démultiplicateur dans l'avenir. En effet, la population de Malakoff augmentant, la commune s'oblige à subventionner de nouvelles constructions, notamment dans les deux nouvelles ZAC.

Les augmentations programmées des impôts locaux dans les prochaines années porteront sur ceux qui en paient, à savoir les classes moyennes, particulièrement les propriétaires... C'est ce que l'on appelle un choix politique assumé. Les citoyens en ont-ils vraiment conscience ?

> **Jean-Emmanuel Paillon**  
Conseiller municipal  
Mail : jepaillon@hotmail.com  
Blog :  
www.democrates-malakoff.fr  
Tel : 06 60 96 65 45

